

LE DÉBAT SUR LA STRATÉGIE INDUSTRIELLE SE POURSUIT

Il ne s'agit pas de revenir aux années 1970,

note un expert

Un schéma de financement de la stratégie industrielle devrait être finalisé d'ici la fin de l'année en cours. Selon Bouklia Hassan Rafik, consultant auprès du ministère de l'Industrie et de la Promotion des investissements (MPI), ce financement nécessitera la mobilisation de l'épargne nationale, fort excédentaire.

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - M. Bouklia suppose, néanmoins, que le programme d'action de relance et de développement industriels soit affiné. Ce qui n'est pas encore le cas pour cette stratégie industrielle, discutée lors des assises nationales de février 2007 et dont un plan d'action a été adopté en conseil de gouvernement. Mais une stratégie encore en cours de maturation et de concertation avec les associations patronales et professionnelles, privées et publiques. En effet, des groupes de travail ont été mis en place pour élaborer «des feuilles de route» de la politique à mettre en œuvre dans chaque filière industrielle.

La part du secteur chute de 3% par an si...
Ces groupes de travail

n'ont pas encore formulé des recommandations devant permettre la relance industrielle, envisagée à l'horizon 2015, selon certaines projections économiques.

Sinon, le secteur industriel national, déjà très faible, continuera de plus belle son processus de déclin.

En effet, il est attendu que la part de ce secteur dans la richesse nationale chute chaque année de 3% si rien n'est entrepris pour parer à cette éventualité. Pour le consultant Bouklia Hassan, il s'agit de la restructuration du secteur industriel public, en tant qu'«amorceur», en privilégiant «le pragmatisme, au-delà de toute idéologie».

Notamment en développant les branches et filières industrielles, por-



L'État doit jouer son rôle d'accompagnement.

teuses, à haute valeur ajoutée et compétitives à l'international (pétrochimie, fertilisants, acier, fibres textiles, les métaux non ferreux, la pharmaceutique, les ciments, l'automobile, l'électronique, les télécoms,...).

En encourageant aussi la création de «champions

économiques» publics et la mise en œuvre de partenariats et d'alliances stratégiques».

Toutefois, ce consultant a affirmé qu'«il ne s'agit pas de revenir aux années 1970» puisque les conditions ont changé depuis. Selon cet expert, l'économie nationale n'est plus

protégée mais «elle est une des économies les plus ouvertes au monde». De même, selon lui, les investissements directs étrangers (IDE), hors hydrocarbures s'entend, sont de plus revendiqués et doivent être attirés dans des projets capitalistiques et de partage de risques, sans discrimination aucune avec l'investissement national. Des IDE qui doivent être mobilisés à charge de contribuer à la richesse du pays, au transfert de savoir-faire et technologique et à l'accès au marché mondial.

Une synergie Etat-public-privé, la mise à niveau, l'innovation...

La mise en œuvre de cette stratégie implique également que le secteur privé joue le rôle «moteur» dans la croissance et puisse prendre «le relais». Mais aussi que l'Etat joue un rôle d'accompagne-

ment, donne une «forte impulsion» et soit présent dans la mise en œuvre des politiques de déploiement industriel notamment public. En fait, la stratégie industrielle implique une synergie entre l'Etat, le secteur public et le secteur privé, le déploiement sectoriel mais aussi spatial (encouragement des réseaux) ainsi que la mise en œuvre de politiques d'accompagnement et structurelles. Elle suppose également de poursuivre la modernisation et le processus de mise à niveau des PME dont l'évaluation est attendue à terme.

Comme il s'agira de développer les Technologies de l'information et de la communication (TIC) et l'innovation. En ce sens, un texte de loi est attendu pour assurer l'articulation de la nouvelle architecture des TIC et du système national de l'innovation.

C. B.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE ET ADHÉSION À L'OMC

Agir vite pour se préparer aux répercussions

Les opérateurs en pharmacie, réunis pendant deux jours à l'hôtel El-Aurassi, ont opté hier pour une série de recommandations dans l'espoir de sortir la profession de son marasme.

F. Zohra B. - Alger (Le Soir) - Il s'agit pour ces spécialistes d'agir au plus vite pour se préparer aux répercussions qui pourraient être enregistrées lors de l'adhésion de l'Algérie à l'OMC. Déjà, ont expliqué les présents, les industriels algériens dans le médicament peinent pour maintenir leurs entreprises à flots. «Les unités qui se sont lancées dans la production au cours de l'année 2002 sont celles qui se portent le mieux. Ce n'est pas le cas de celles qui se sont lancées en 2004 ou en 2005 du fait qu'elles n'ont pas bénéficié comme les précédentes d'un soutien.

Ce qui manque actuellement à la profession, c'est de profiter au maximum de leurs activités avant l'adhésion à l'OMC, comme il faut se pré-

parer pour pouvoir, par la suite, bénéficier des bienfaits de cette adhésion. Il faut donner le temps aux entreprises de se mettre à niveau avant cette échéance. Comme leur environnement doit se mettre à niveau aussi.

Il s'agit, par là, d'éviter une véritable catastrophe pour cette industrie naissante», a déclaré, hier, M. Nabil Mellah, secrétaire général de l'Unop, lors d'une conférence de presse tenue en marge du séminaire. Evoquant la question de la proposition du ministre de l'Industrie et de la Promotion des investissements concernant la création d'un géant industriel de la pharmacie, le secrétaire général de l'Unop a précisé que si théoriquement la proposition est intéressante, il faudrait d'abord que les entreprises aient un intérêt dans une éventuelle «fusion» ou «absorption» et que le cadre législatif existe. Pour M. Sauer, directeur général honoraire de la Commission européenne, derrière la fusion, il y a aussi l'éventualité de licenciement de personnel. M. Mellah s'interrogera aussi sur l'éventualité d'un regroupement des entreprises aussi autour de Soidal, évoquée, par M. Temmar : «Soidal a été le réservoir d'où les entreprises ont puisé leur personnel. Elle a été confrontée à une gestion publique, il faut que ses cadres soient mieux rémunérés, sinon comment Soidal pourra-t-elle se protéger

lors de l'avenir et concurrencer les multinationales si elle ne règle pas ses problèmes de ressources humaines ? A l'issue de cette rencontre, les participants ont abouti à une série de recommandations qui concernent notamment la réduction de la dépendance aux importations à travers le développement de la production locale, la contribution à la maîtrise des dépenses de santé ainsi que la poursuite du dialogue et de la concertation avec les autorités concernées.

Il s'agit aussi à court terme, selon l'Unop, de la définition d'une stratégie industrielle, la mise en place d'un cadre réglementaire pour la profession ainsi que l'accélération des opérations d'enregistrement.

L'encouragement de la promotion du générique national ainsi que le remboursement préférentiel pour la production nationale sont également au programme de l'Unop. Les présents insisteront aussi sur la nécessité d'une prise en charge du volet formation dans une industrie particulièrement sensible.

Par ailleurs et selon les déclarations des représentants de l'Unop, une stratégie nationale de développement de l'industrie pharmaceutique doit être élaborée avant que ne soient engagées des négociations dans le cadre de l'adhésion à l'OMC et qui pourraient affecter le secteur.

F. Z. B.

APRÈS LA GRÈVE DE TROIS JOURS

Le Cnes réunit son BN ce week-end

Le Conseil national des enseignants du supérieur (Cnes) réunira, jeudi et vendredi, son bureau national. Intervenant au lendemain de la grève de trois jours observée pour protester contre la grille des salaires, cette réunion permettra aux syndicalistes de non seulement tirer les leçons du récent mouvement de protestation, mais également de faire objectivement le point sur certaines «lacunes». M. Rahmani, le coordinateur national, contacté hier, a fait savoir qu'«à l'issue de cette rencontre qui réunira l'ensemble des membres du bureau national, une déclaration assez consistante sera faite. Elle permettra de définir la nouvelle vision du Cnes».

Commentant le taux de suivi de la grève, le responsable du Cnes estime qu'une «première appréciation fait ressortir que le Cnes est une force à prendre au sérieux», avouant néanmoins que sur le plan organique, un travail restait à faire pour réimplanter le Cnes dans certaines universités qui n'ont pas suivi le mouvement.

Se battant depuis plusieurs années pour l'aboutissement de ses revendications, le Cnes est monté au créneau, considérant que «la nouvelle grille nationale des salaires de la Fonction publique, qui a été concoctée à l'insu des véritables partenaires sociaux dans le secteur et en porte-à-faux avec les ambitions politiques officielles dévolues à notre secteur, n'a pas été à la hauteur des aspirations des enseignants malgré une valorisation palpable du salaire de base, mais au détriment de deux importantes indemnités (ISS et ICR) acquises et valorisées au prix d'un long combat», ajoutant que «le syndicat est conscient que les promesses des pouvoirs publics pour la promulgation d'un statut particulier qui consacrerait la place de l'enseignant-chercheur dans la société et lui permettrait de se consacrer à sa noble mission de formation et de recherche pouvaient être un leurre tendu par les pouvoirs publics pour persister dans leur politique de fuite en avant».

N. I.

DÉCÈS

La famille Aoudjit de Aït Saâda, commune de Yattafène, a l'immense douleur de faire part du décès de son cher et regretté Bachir, à l'âge de 59 ans.

L'enterrement aura lieu aujourd'hui au cimetière du village à 13h00.